

Autogestion et pouvoir

Compte rendu de travaux effectués à l'Ecole nationale d' « autogestion »

Pendant les six derniers mois de sa scolarité, l'Ecole nationale d'Administration comporte des enseignements à options dont le thème est déterminé par les élèves eux-mêmes. En 1976, nous nous sommes trouvés une vingtaine avec des camarades de l'Ecole nationale supérieure des Postes et Télécommunications à choisir pour thème d'option l'autogestion.

Nous avons centré, avec l'aide de M. André Jeanson, qui fut chargé de l'enseignement de cette option, nos travaux sur une série de réunions avec des intervenants de deux types ; les premiers appartenant aux milieux politiques et syndicaux avaient l'autogestion pour projet, les seconds se rattachant à diverses spécialités des sciences humaines centraient leurs recherches sur les phénomènes de pouvoir.*

L'article que nous proposons vise à rendre compte de ce que nous avons fait, découvert ou vécu à l'occasion de ces entretiens, à l'occasion de cette option sur l'autogestion. C'est pourquoi il se présente un peu comme un puzzle ; il s'y trouve, tout d'abord, en guise d'introduction, une série de questions, longue série esquissant les pistes pour des approfondissements éventuels. Puis, cinq interventions de membres de cette option, c'est-à-dire cinq façons de dire la même expérience ou plus exactement les différentes expériences.

En adoptant cette formule ouverte qui juxtapose des indications ou des perceptions de l'un ou de l'autre sur le fonctionnement du groupe, sur le contexte de l'école, sur le sens de l'autogestion, sur ses conditions de possibilité, on s'est gardé d'une synthèse aléatoire et réductrice, on s'est gardé de « refaire notre (petite) histoire », volontairement.

** Liste des intervenants entre novembre 1976 et mars 1977 (nous avons en effet prolongé nos travaux bien au-delà de la fin de notre scolarité) : Albert Meister, Yvon Bourdet, Edmond Maire, Gilles Martinet, Jean de Caumont, Edgar Morin, Henri Laborit, Michel Rocard, la section CFDT de Renault - Le Mans, Gérard Mendel, Roland Barthes, Marc Guillaume, Robert Laffont, André Lussatto, Michel de Certeau, Pierre Rosanvallon, Pierre Clastres, Nicos Poulantzas, Michel Serres, Jean-Louis Comolli.*

En guise d'introduction

L'autogestion est « à peine croyable » : le mot a été recueilli par tous, même s'il n'était employé par aucun — ou presque — dans la plupart de leurs travaux. Cela doit tenir à une consonance de radicalité dans le mot même. Son ambiguïté pourtant — *autogestion* —, si elle est soulignée, n'entrave pas une appropriation bienveillante mais inquiète. L'autogestion semble pouvoir figurer au bout de chacune des recherches sur le pouvoir, quelles que soient leurs extrémités.

Examinons certaines de ces « extrémités » :

L'autogestion peut-elle être l'utopie de la négation du pouvoir ?

L'autogestion peut-elle être la subversion qui est celle des insaisissables pratiques retorses des gens, qui se placent dans le langage du pouvoir en en bouleversant les sens ?

L'autogestion est-elle la résistance sans merci à l'Etat, au pouvoir ?

L'autogestion est-elle l'assurance ou l'énonciation de multiples apprentissages politiques d'un type nouveau ?

1. *Nier le pouvoir ?*

Nier le pouvoir, c'est bien plus que le combattre. C'est imaginer ou se rappeler qu'il peut exister des sociétés sans pouvoir. Tout pouvoir s'appuie sur du discours, sur des phrases « allocutoires » et conclusives tendant à *dire le vrai* : faut-il se taire ? L'autogestion, est-ce le geste ?

Tout pouvoir capte les flux contre les corps, contre leur autonomie, contre leur liberté. L'autogestion est-ce le corps, libéré ?

Tout organisme humain recherche la gratification. Sa réalisation dans la dominance, dans le système du pouvoir, de la hiérarchie, est une des modalités bien aléatoires de cette recherche, car elle ne

peut que générer les comportements de fuite et d'attaque, dans les meilleurs des cas, sinon ceux d'inhibition et d'angoisse accumulés. L'autogestion est-ce la recherche d'une autre piste pour la gratification, qui évacuerait la dominance ?

Tout pouvoir repose sur le désir de soumission. L'autogestion est-ce à l'image des sociétés primitives, sans Etat, exorciser à la fois le pouvoir et le respect du pouvoir ?

2. *L'autogestion est-elle déjà là ?*

Placées dans le langage du pouvoir, mais le détournant, le dérivant (et à la limite lui donnant son unique chance de fonctionner), les pratiques de traverse, de ruse, quotidiennes, silencieuses, incodables et atopiques, sont-elles déjà des pratiques autogestionnaires, des tactiques autogestionnaires ?

3. *L'autogestion est-elle la résistance sans merci au pouvoir, à l'Etat, inscrite volontairement dans son champ, dénonçant l'invéraisemblance, le manque de crédibilité du pouvoir, une « tactique du non qui déplace la géographie de la légalité en lui substituant une référence plus fondamentale ? » (1).*

Est-ce le déboîtement incessant face au discours dominant toujours recomposé ? L'autogestion est-ce l'apprentissage de la vigilance, du soupçon à l'égard de toutes les formes de pouvoirs, pour les empêcher ou les circonscrire ? Est-ce la contestation de tous les ressorts profonds du pouvoir, à savoir le produit et l'outil ?

4. *L'autogestion est-elle aussi l'annonce ou l'énonciation de nouvelles pratiques de pouvoir ?*

Est-ce la tentative d'une réappropriation du pouvoir du langage, qui fasse que « se différencier ne soit plus s'exclure ? » (2).

Est-ce l'apprentissage stratégique de ce qui est « normal, croyable ou juste » (3), par un exercice collectif de la décision sur des lieux d'expérimentation, des lieux propres, croyables, mais diversifiés dans le temps (importance de l'événement) et dans l'espace ?

L'autogestion pose toutes ces questions.

D. V.

(1) M. de CERTEAU, *Mystique violente et stratégie non violente, Le Monde diplomatique*, mai 1976.

(2) Roland BARTHES, *Roland Barthes par lui-même*, p. 88.

(3) M. de CERTEAU, *ibid.*, *Le Monde diplomatique*, mai 1976.

L'autogestion : une déclinaison d'aujourd'hui pour le mythe de 1968 ; le concept positif et inversé de celui d'aliénation, comportant une résonance égale de radicalité ; l'écho de pratiques sociales neuves et fortes qui donnent à croire et qui réhabilitent une question aiguë : « D'où viennent les idées justes ? » ; un « phénomène » théorique qui questionne à la fois la société civile, la société politique, leur ligne de partage, et donc l'Etat. Il est bien exact que l'autogestion est un thème mobilisateur.

Disons simplement que nous avons été quelques-uns, à l'ENA, en 1976, à nous mobiliser sur ce thème.

Pourquoi insister, comme nous le faisons, à travers ces pages, sur notre « façon de faire » : au lieu de tout consacrer aux résultats, à nos conclusions ?

D'abord, parce que le processus n'est pas moins important que la finalité.

Puis aussi, parce que nos résultats ne sont pas des conclusions. A l'issue de la scolarité, nous nous sommes refusés à effectuer « une synthèse même partielle » : nous avons demandé au contraire à continuer nos travaux — ce qui nous a été accordé — pour poursuivre nos questionnements.

Du reste, le groupe lui-même n'a jamais voulu ou su se séparer explicitement.

Quel a été notre choix ? Confronter deux discours actuels sur le pouvoir qui semblaient et semblent encore s'ignorer largement : celui des partis, des mouvements sociaux et syndicaux dont le projet se rattache à l'autogestion et celui des sciences humaines (ethnologie linguistique, biologie, phénoménologie, psychanalyse, sociologie...), lorsqu'elles analysent les phénomènes de pouvoirs.

Bien au-delà de ce que nous avons fait, ou même de ce que réalise dans le même sens une revue comme *Faire*, il faut développer cette confrontation.

A noter que si cette confrontation avait eu suffisamment d'ampleur à temps, elle aurait permis une réponse argumentée de la part des forces autogestionnaires à la marée des nouveaux philosophes de résistance au goulag, mais aussi par amalgame au socialisme ; l'autogestion n'était-elle pas cette réponse ? Qui l'a dit ou écrit ?

Ainsi, pour revenir à notre groupe, il n'a rien conclu, il a accumulé les questions.

Ce qui fait fonction d'introduction à nos différents points de vue rend compte d'un certain nombre de ces questions.

La formulation même de nos interrogations sur le sens de l'autogestion : l'autogestion nie-t-elle le pouvoir (1) ? Est-elle déjà là (2) ? Est-elle la résistance sans merci au pouvoir (3) ? Est-elle l'annonce de nouvelles pratiques de pouvoir (4) ? — pourrait suggérer une réponse un peu rhétorique du genre : mais l'autogestion, « c'est un peu tout cela, précisément ». Ça l'est peut-être en effet, mais ce qui serait gênant dans une telle formulation, très syncrétique, c'est que, dans sa généralité, elle risquerait d'avoir pour effet de nous délivrer d'un exercice qui semble strictement nécessaire du point de vue, à la fois de la théorie et de la pratique autogestionnaires : à savoir, la confrontation successive, le rapprochement méthodique de ces diverses questions.

Par exemple, est-il contradictoire de combiner les deux dernières questions (3) et (4) ? L'autogestion, résistance au pouvoir et/ou définition de nouvelles pratiques de pouvoir ? L'autogestion n'est pas que la résistance au pouvoir, à l'État, elle n'est pas l'anarchie, elle n'est pas l'absence de projet caractéristique chez les nouveaux philosophes.

Elle est en même temps qu'un mouvement contre un mouvement pour : une demande de nouvelles pratiques de décision, d'apprentissage collectif des pouvoirs. Mais, inversement, l'autogestion n'est pas qu'un mouvement pour, car ce serait ignorer les phénomènes de reconstitution des pouvoirs qui s'approprient, des dominances qui se consolident : d'où le mouvement contre, la vigilance nécessaire élevée à la hauteur de stratégie politique.

A rapprocher cette autre question « l'autogestion est-elle déjà là ? » des deux précédentes perspectives de l'autogestion en tant qu'indissociable mouvement pour et mouvement contre le pouvoir, on affronte une autre forme de contradiction dont la résolution paraît plus hypothétique, mais déterminante.

En effet, la distinction paraît fondamentale entre les deux propositions : d'un côté, ces pratiques occultes, par lesquelles les gens s'auto-organisent en dépit des filières et des codes, « bricolant (dans le catalogue de La Redoute) le vocabulaire des produits pour construire les phrases silencieuses de leurs intérêts ou de leurs plaisirs », improvisant sur la chaîne, n'appliquant pas « le règlement pour que l'entreprise puisse marcher », inventant de surcroît « toutes sortes de ruses pour laisser croire à la direction, à ses contremaîtres et à ses contrôleurs, qu'ils appliquent les directives imposées à la lettre » (1). De l'autre côté, des demandes volontaristes de contestation explicite de toutes les formes abusives de pouvoir et d'exercice différencié de nouveaux pouvoirs. D'un côté, les « trajectoires indéterminées », de l'autre, des stratégies politiques ou sociales.

N'y aurait-il pas à esquisser une stratégie autogestionnaire qui sache se ressourcer dans les subtilités et les ténacités des « trajectoires indéterminées » ? N'y aurait-il pas aussi à apprendre à faire jouer ces stratégies sur ces trajectoires de telle façon que celles-ci ne servent plus, en dernier ressort, comme elles le font généralement, à fluidifier le système mais à le gripper quand il le faut ? Questions ouvertes.

A l'issue de tous ces rapprochements méthodiques, intervient celui qui peut paraître central. Les trois perspectives que nous avons combinées peu à peu s'inscrivent toutes, d'une façon ou d'une autre, dans le champ du pouvoir. La dernière question se fait donc pressante : et si l'autogestion était la négation même du pouvoir ?... Interrogation forte, mais un peu mythique ; Pierre Clastres écrivait : « L'Etat apparaît lorsque la société a cessé d'exorciser ce qui est destiné à la tuer : le pouvoir et le respect du pouvoir » (2). Mais exorciser ce n'est pas nier, c'est chasser les démons.

Denis VERRET.

(1) M. de CERTEAU, *Trajectoires indéterminées*, dans *Traverses*, mai 1976, n° 4, p. 5.

(2) P. CLASTRES, *La société contre l'Etat*.

A la manière de...

« Ancien élève de l'École nationale d'Administration », voilà qui résonne comme une épitaphe dans le grand cimetière des illusions, mais c'est aussi un titre, une qualité, une essence même qui oblige à supposer qu'il y avait quelque chose à apprendre.

Et, en effet, un savant libéralisme proposait à la digestion des impétrants déjà repus de certitudes les comestibles bien traditionnels du bon usage de l'Etat. Le menu du jour, proposé par les gestionnaires de la Science administrative, ne suscita pas l'appétit d'un petit nombre qui considérait qu'il n'était pas surréaliste d'oser parler du Pouvoir et de ses états dans un lieu où en principe, et fréquemment sur le mode onirique, il est question de Pouvoirs.

Entre l'indestructible thème de la Défense nationale et l'infatigable politique des revenus, on avait bien tenté, par goût provocateur, de proposer une option « psychanalyse et pouvoirs ». L'implication personnelle apparaissant trop probable et la sanction d'un examen n'apparaissant pas être une guérison, le thème déplut et ne recueillit que quelques suffrages d'autant plus élégants qu'ils étaient inutiles. C'est alors qu'un quarteron nourri au lait de la misanthropie des pouvoirs rejoint par quelques élèves de l'ENSPTT réussit après de sourdes tractations à faire passer le thème de l'autogestion.

La très tolérante école y trouva assurément une justification de son libéralisme proclamé et le gros de la promotion y puisa un moment rare de détente ricaneuse devant un comportement suicidaire qui certainement pourrait éclaircir les rangs des prédestinés aux plus nobles offices.

Afin de mieux cerner la « Bête », les rabatteurs patentés de l'historico-juridique et du politico-administratif administrèrent le parcours de notre cavalcade. L'autogestion c'était d'abord la Yougoslavie

et de façon plus pertinente l'histoire des échecs yougoslaves. Le dénombrement et le quantifiable ne pouvaient en ces lieux de science perdre leur privilège. De façon consolante, le programme fut assaisonné d'exigences de droit constitutionnel approfondi et de prônes sur les contradictions de la planification décentralisée. La démarche réductionniste et pessimiste qui était ainsi dessinée ne préluait guère à l'autogestion de notre option autogestion. Au tribunal du savoir, quelques procureurs sans malice devaient requérir devant notre assemblée qui n'avait plus qu'à consigner scrupuleusement sur le registre de ses déceptions les phases martelées dans la forge de l'ennui et de l'oubli.

La première séance fut longue ; il s'agissait dans le cadre imposé de ménager quelques espaces de parole libérante.

A. Jeanson, investi par l'autorité tutélaire d'un rôle de guide, fit les premiers pas en refusant d'endosser l'habit de lumière que porte tout maître de conférences à l'ENA. Il voulait nous rejoindre et pour cela que nous propositions une démarche nouvelle où nous aurions pu prendre en main notre propre option. L'excès de liberté un instant entrevue eut un effet asphyxiant comme un surcroît d'oxygène. Non, cela était dangereux et rédhibitoire pour des esprits et des corps dressés pour le massage scolaire.

Passivité, retenue, déférence, hiérarchie, dissimulation de l'aveu de sa propre ignorance, incapacité de croire que la prise de parole n'est pas forcément la voie (x) du ridicule et risée aux yeux d'un groupe qui après tout était à la compétition comme on est à l'ENA. On dressa un catalogue de personnalités dont la science irrécusable nous donnerait à penser ce qu'il faut penser de l'autogestion et comment il faut la penser. Tout cela fonctionnerait pour nous, sujets passifs, dans le morne, l'amorphe et l'aphone.

A la seconde séance, la conviction d'être ficelés, refaits, d'être les passifs intégraux et contradictoires d'un projet qui supposait une présence, une implication, une existence fut si forte que par l'effet du rire le groupe entra en fusion. Tout un chacun, je crois, écrasé par la fatalité du dérisoire que nous allions subir, eut un moment de honte et d'angoisse mêlée devant la dilapidation d'un temps commun qui allait conjuguer abnégation avec autogestion.

Et voilà que l'allégresse de notre incartade secoua cet air lourd et que le sens de l'humour sauva notre autogestion de l'embaumement. Les voix ne pouvaient venir d'*avant* pour renouer ce qui a pu être rompu, réveiller les oublis, maintenir les vieux discours ; elles devaient venir d'*après* et de l'espace qu'un air de fête venait le libérer.

Le sentiment d'un devenir et d'un but commun aiguisa le sens

de la mesure là où on aurait pu craindre brouhaha et cacophonie et le respect de l'expression non maquillée de tout un chacun engendra une communauté d'efforts qui ne laissa qu'une part congrue à la rivalité. L'importance du thème de l'autogestion nous força donc à nous impliquer et à nous dépouiller des habitudes du vieil homme.

Tout un champ d'investigations, nouveau pour la plupart d'entre nous, s'ouvrait à notre ambition de parcourir des terrains que l'ENA laisse en friche. L'ethnologie, l'éthologie humaine et animale, la biologie du comportement, l'analyse du langage, nous semblèrent les approches nécessaires de la compréhension des mécanismes de la domination et de la dépendance. Le phénomène politique supposait ainsi une critique des conditions dans lesquelles peuvent naître une pensée et une pratique de changement social qui ne soient pas porteuses du germe totalitaire. La politique traditionnellement reçue comme « art de gouverner » ou « science du pouvoir » pouvait être conçue comme une entreprise d'autoproduction de nouveaux liens entre les individus, les groupes et les collectivités. La prétention à unifier, à réconcilier la société avec elle-même en gommant la dynamique des conflits et la réalité des phénomènes de classes, à entrer dans l'absence d'histoire, ce qui est le but et l'enjeu des totalitarismes, tout cela apparut reposer sur le postulat que l'individu n'existe que social et que le bon usage de l'État consiste à le forcer à être uniquement tel. A une économie des inégalités il était possible de substituer une sociologie des différences dont le principe ne serait pas l'exclusion ou la censure.

Didier VANDENDACLEN.

Autogestion et institutions

L'autogestion c'est la mise en question radicale de la délégation, la mise en cause de la représentation. Il n'est donc pas surprenant que la structure sociale qui a l'autogestion pour discours soit, dans la pratique, rien moins qu'autogestionnaire. Les structures comme le fonctionnement des partis ou des syndicats de travailleurs en fournissent amplement l'illustration.

Faute de distinguer autorité (ce qui rend croyable) et pouvoir (ce qui exerce une force), les structures des partis ou des syndicats ne font que reproduire — et amplifier — le système hiérarchique de pouvoirs qu'elles ont pour mission de combattre.

L'expérience autogestionnaire, qui assure la prédominance des pratiques sur le discours, ne se limite-t-elle pas, dans ces conditions, à une « micropolitique », valable pour de petits groupes ?

L'apparition dans le champ social de petites unités qui tentent d'intégrer la particularité dans l'expérience autogestionnaire, faisant apparaître un découpage social différent de celui fixé par les idéologies et l'oppression économique du siècle dernier, constitue en effet un terrain d'élaboration de pratiques nouvelles. Mais à leur tour ces petites unités, récusant l'institution des grandes structures, pourront-elles innover sans devenir à leur tour une nouvelle copie de l'institution ?

René BLETTERIE.

Pris au piège ?

Lorsque les futurs gestionnaires de l'appareil d'Etat, quel que soit le degré de leur non-conformité au modèle, réfléchissent sur l'autogestion, on peut sans doute y voir un indice supplémentaire d'une « crise idéologique » de l'appareil d'Etat. Mais ne doit-on pas davantage craindre qu'il s'agisse en fait de la recherche d'un nouveau modèle de régulation sociale et de résolution des antagonismes ?

Et c'est sans doute ce que voulait nous signifier Henri Laborit lorsque, après avoir laissé entrevoir que les recherches les plus récentes en biologie indiquaient qu'il existait des milieux dans lesquels le désordre et l'aléatoire se résolvaient en organisation structurée, il s'est refusé à en dire plus. Avait-il le droit de donner une nouvelle recette au politique ? Et combien celle-là était alléchante, qui lui permettrait de perpétuer l'aliénation sociale sous l'apparence de la liberté.

Mais ces craintes ne pourraient malheureusement trouver d'autres sujets. Car l'autogestion fut dans tous les discours dévoyée de deux manières : soit qu'on n'en parla guère pour préférer un discours sur le pouvoir, soit qu'on la réduisit à un champ d'intervention très limité.

De la première hypothèse nous avons déjà parlé avec nuances en introduction. Sur la seconde il paraît nécessaire de dire ceci : l'espoir de l'autogestion porte à l'évidence sur une pratique généralisée, la recherche de rapports individuels libres et ahierarchiques, la maîtrise par l'homme de son histoire et pour tout dire enfin, sur « une hausse immédiate du plaisir ».

Nos interlocuteurs n'ont pas joué de ce qu'ils rejettent ainsi dans le romantisme. Ils ont préféré exposer froidement les expériences en cours, disséquer les contre-pouvoirs ou rappeler les axes essentiels des théories prolétariennes. Confusément nous aurions pu sentir que

toutes les démarches partielles contiennent en soi l'impossibilité d'un changement global, et que les théories générales ne conduisent guère aux sabotages positifs de la société du pouvoir.

Mais le mur (sur lequel on se heurte) paraît bien être en nous-même. Comment ne plus dominer l'autre lorsque la parole elle-même est une prise de pouvoir ? Comment construire l'histoire lorsque toute délégation est une aliénation ? Et si les réponses résident sans doute dans une redéfinition de la liberté et de l'autonomie, les pratiques sont alors absentes, sauf à rejeter nos références culturelles pour aller vivre au côté des quelques communautés de l'Asie ou de l'Amérique du Sud.

Aussi, l'enseignement fondamental me paraît être celui d'une autogestion forme nouvelle de la subversion, dynamique des luttes plutôt qu'état des choses.

... Quant à la « hausse immédiate de plaisir »... nous l'avons bien sûr cherchée ailleurs.

P. TERROIR.

Sur sa faim

L'autogestion ici et maintenant, une belle enseigne publicitaire ; le bonheur sur terre enfin quotidiennement distillé à tous, une nouvelle abbaye de Thélème où la communauté serait la société tout entière, une république sans Etat ni pouvoir où la liberté aurait perdu son sens par la suppression même de son contraire, un lieu où les classes sociales vivraient en pleine harmonie avec la hiérarchie platonicienne en moins et fonctionneraient sans régulateur extérieur. L'autogestion voudrait ainsi se lire à la fois comme la négation et le refus des « goulags » socialistes, de l'aliénation par la société de consommation capitaliste et de toutes les aberrations totalitaires. Elle voudrait s'affirmer, pour reprendre les expressions de Pierre Rosanvallon dans *L'âge de l'autogestion*, comme « réhabilitation de la dimension politique du socialisme », « appropriation sociale des moyens de pouvoir dans la société civile », « méthode et perspective du changement social ».

Mais les voies et moyens envisagés sont-ils à la mesure de l'objectif ou plus exactement de la perspective autogestionnaire ?

Quand on interroge les partis politiques et les organisations syndicales qui se réclament de l'autogestion, se dégagent une modération certaine et des zones d'ombre dans l'énoncé des mesures correspondant à la mise en œuvre du processus autogestionnaire. On nous dit que la démarche doit être progressive et conduite à l'initiative du gouvernement, que l'information générale, la délégation et la décentralisation dans l'entreprise et dans l'Etat constituent les moyens les mieux adaptés et les plus immédiatement réalisables. Mais en ne s'attaquant pas de plein front, au nom du réalisme et de l'efficacité politique, à des parties essentielles des mécanismes de pouvoir dans l'Etat, les partis, les entreprises, la famille, ne se condamne-t-on pas à laisser survivre l'organisation hiérarchique des

sociétés occidentales actuelles et notamment de la société française ?

L'exemple yougoslave est à cet égard riche d'enseignement dans la mesure où il fait apparaître que le mouvement autogestionnaire n'a pu contrarier durablement la tendance à la reconstitution des oligarchies.

Il est vrai que l'autogestion ne se décrète pas, que l'on a peine à imaginer des règlements d'administration publique destinés à mettre en œuvre l'autogestion dans tel ou tel secteur de l'appareil d'Etat. Mais il serait sans doute un peu vain d'occulter, par un appel à l'inaltérable « spontanéité des masses », une insuffisance ou même un vide dans la réflexion sur les rapports de pouvoir. Cela pourrait expliquer la gêne voire l'ennui qui ont été évoqués plus haut et qui ont conduit les membres de l'option à entendre ou plutôt à écouter « les discours des sciences humaines ».

Il est regrettable que l'occasion ne nous ait pas été offerte d'accueillir l'auteur de *Surveiller et punir* qui a entrepris d'éclairer le vaste champ de l'exploration des relations de pouvoir. Le lieu de notre recherche ne s'y prêtait sans doute pas et le moment était peut-être mal choisi. Il eût été très fécond pour nous de lui poser quelques questions : le discours autogestionnaire procède-t-il comme tous les autres discours de relations de pouvoir ? Est-il condamné à être une nouvelle « référence », un nouvel instrument du pouvoir ou peut-il devenir une « perspective » dans laquelle se fondraient au point de disparaître les trois perspectives qui lui sont liées : « Celle de ceux qui exercent le pouvoir, celle de ceux qui voudraient l'exercer et celle de ceux qui le subissent » (1) ? L'autogestion peut-elle se situer par-delà le pouvoir et peut-elle permettre de substituer au « corps à corps » le corps avec corps ? Le militantisme doit-il se placer aujourd'hui au niveau des seuls illégalismes ?

Au fond, la question que l'on pose naïvement aux sciences humaines est de savoir si l'on peut concevoir des sociétés sans Etat, sans pouvoir, sans hiérarchie. La réponse est positive chez Pierre Clastres dont les recherches sur les sociétés sauvages sont particulièrement précieuses. L'auteur de *La société contre l'Etat* a étudié, à partir des observations faites chez les Indiens chasseurs du sud-est du Paraguay, comment la société sauvage se protège du pouvoir. Il montre comment la « référence commune à un discours sacralisé interdit à quiconque de s'ériger en maître du sens » (2) et empêche

(1) François EWALD, Anatomie et corps politiques, *Critique*, décembre 1975, n° 343.

(2) Sociétés sauvages. Chroniques, *Esprit*, mai 1976.

ainsi l'apparition de l'Etat, c'est-à-dire l'émergence de la relation « commandement-obéissance » (3). De là, la tentation de chercher à retrouver les conditions de cette situation ancienne. Cela paraît impossible dans des sociétés industrielles ou postindustrielles où le pouvoir est omniprésent, où ce qui reste du discours sacralisé a été récupéré par les tenants du pouvoir.

L'analyse des biologistes est tout aussi séduisante. Dans *La Nouvelle Grille*, Henri Laborit semble décrire l'organisme humain comme un système autogéré et organisé en niveaux de fonctions sans organe dominant. Les observations scientifiques peuvent-elles trouver leur traduction dans les mécanismes sociétaux ? La suppression de la relation dominant-dominé pourrait être conditionnée par la remise en cause et la disparition des hiérarchies de valeur fondées sur l'information spécialisée et par la mise à jour d'une information généralisée. La piste tracée est féconde mais l'objectif paraît bien éloigné et même difficilement réalisable sans le secours d'un régulateur, d'une sorte de nouveau *deus ex machina* qui veillerait à l'harmonie des « classes fonctionnelles ».

Il faut poursuivre. On ne peut rester en chemin car, confusément, il semble bien que l'on s'engage sur un « chemin qui ne mène pas nulle part ». Il apparaît que les discours des sciences humaines sont indispensables pour éviter au concept d'autogestion le sort de bon nombre d'idées broyées par le langage politique.

P. LEFAS.

(3) Sociétés sauvages. Chroniques, *Esprit*, mai 1976.